

ALLOCUTION DU PR. MARC GENTILINI DEVANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EMMANUEL MACRON LORS DE  
LA REMISE DES PRIX DE LA FONDATION CHIRAC LE 23 NOVEMBRE 2017 AU MUSEE DU QJAI BRANLY

M. le Président de la République,  
Madame,  
Messieurs les Premiers Ministres<sup>1</sup>,  
Chère Claude,  
Chers amis,

« **De toutes les inégalités, la plus blessante est l'inégalité devant la santé.** » Par ces mots, le 12 octobre 2009, le **Président Jacques Chirac**, avec le soutien de plusieurs Chefs d'État africains (et du gouvernement français représenté par Jean-Louis Borloo), lançait **l'Appel de Cotonou**, dénonçant le drame sanitaire du **trafic de faux médicaments** et appelant à la mobilisation des responsables politiques contre ce fléau.

Le trafic de médicaments falsifiés constitue un double crime : **crime contre la santé**, et **crime contre la société**, car il frappe non seulement des **malades**, mais parmi eux les **plus pauvres** qui n'ont pas accès aux médicaments de qualité.  
L'Afrique, provisoirement pauvre, qui regroupe cette triste clientèle, est le **terrain de jeu favori des trafiquants**, qui s'enrichissent, exploitant la détresse des populations et la faillite des systèmes de santé.

Méconnue, sous-estimée, cette **duperie mortifère** ferait au moins **700.000 victimes** chaque année dans le monde, soit plus que le paludisme.

**10 % des médicaments** sur la planète seraient falsifiés ; mais dans les zones de conflits, telle la **République Centrafricaine**, **60 à 80 %** des médicaments en circulation sont faux.

Le trafic de faux médicaments aggrave le malheur des victimes civiles, au cœur des batailles ou lors des tragiques exodes, brisant leur santé et finançant des groupes terroristes.

\*  
\*   \*

**Car ce commerce criminel est extrêmement rentable : 20 à 45 fois** plus que le trafic de la drogue ! (pour ceux qui envisageraient, en dehors de cette salle bien sûr, une reconversion) !  
De surcroît, **paradoxalement peu réprimé** : les peines encourues sont dérisoires (lorsqu'elles existent et sont appliquées), encourageant la récidive ! On doit déplorer également :

- L'absence d'harmonisation des législations et de coopération internationale ;
- le peu de moyens des Etats pour une action coercitive ;
- enfin, la **corruption** locale, parfois ou souvent, **bloquant toute lutte drastique envers un trafic** qui, lui, est diaboliquement organisé, innovant et protéiforme.

\*  
\*   \*

---

<sup>1</sup> Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin

Jusqu'à présent, les **pays riches** se croyaient protégés par leurs systèmes de santé et peu concernés par cette piraterie. Mais aujourd'hui, profitant de l'essor **d'Internet** et de la mondialisation des échanges, ce trafic menace la santé des malades des **5 continents**. C'est vrai aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada ; vrai, chez nos voisins, en Espagne et en Allemagne, avec de faux antipsychotiques, de faux antiviraux et de faux anticancéreux retrouvés **jusque dans les pharmacies** ces derniers mois.

En **France**, au contraire, nous bénéficions pour l'instant de la remarquable protection due au **réseau-sentinelle de nos officines pharmaceutiques** ; malgré celles-ci, plusieurs millions de doses de faux médicaments ont été arraisonnées par les douanes cette année, sans doute en transit.

De nos jours, nous sommes donc tous exposés à cette **arnaque thérapeutique** !

Et tous les **types de médicaments** sont concernés, *princeps et génériques, essentiels et de confort*, mais aussi les **vaccins** et les **produits vétérinaires**.

**Non**, la falsification ne concerne pas uniquement les **pilules érectiles** ou les **gélules amaigrissantes** ou les **cosmétiques** ; Les médicaments les plus dangereusement falsifiés sont ceux proposés pour le traitement du **Sida**, du **paludisme**, de la **tuberculose**.... et d'autres **infections graves**.

Face à ce **crime pharmaceutique**, en pleine expansion, la **prise de conscience** est insuffisante et la **lutte balbutiante**. Les **opérations policières** et **douanières**, locales ou internationales avec **Interpol**, sont certes efficaces et spectaculaires, mais elles sont éphémères : les « marchés des médicaments de la rue » se reconstituant dans l'heure ou les jours qui suivent.

**Alors, que faire ?** La situation, qui ne cesse de se dégrader, réclame d'urgence une mobilisation générale. C'est ce que tente de réaliser la Fondation, par un **plaidoyer politique martelé** à 3 niveaux :

- **A l'égard des décideurs politiques d'abord.**  
Leur responsabilité est lourde. Ils doivent l'accès à une santé de qualité aux populations qu'ils gèrent. Il leur faut s'engager en signant, en ratifiant, en appliquant la **Convention Médicrime** proposée par le Conseil de l'Europe, premier outil juridique international ; Convention **ouverte** à tous, qui d'un **délit** fait un **crime**, et prévoit, outre la punition des truands, le dédommagement des victimes (comme dans les attentats).
- La mobilisation des **professionnels de santé** ensuite, qu'il faut former à cette nouvelle menace afin de protéger les malades. Qui ? Qui enseigne, dans les facultés de médecine, de pharmacie, dans les écoles vétérinaires, chez les infirmières et les sages-femmes, l'existence de faux (y compris des **fausses** indications des vrais médicaments) ?
- Une sensibilisation sans relâche de **l'opinion publique** par tous les moyens médiatiques... du *rap* au football.

Avec pour nous, à la Fondation, deux messages simples :

- Dans les pays pauvres : **le médicament de la rue, tue !**
- Dans les pays économiquement développés : **pas d'achat sur Internet ! Le médicament n'est pas une *marchandise* comme une autre.**

\*

\* \*

Monsieur le Président, vous allez prononcer dans quelques jours un discours attendu par nos amis africains, à Ouagadougou je crois, attendu aussi par tous les amis de l'Afrique dont nous sommes.

*L'accès de tous à une santé et des médicaments de qualité a toujours été au cœur des engagements du Président Jacques Chirac. Sa Fondation vous serait particulièrement reconnaissante d'évoquer ce drame, qui frappe les plus pauvres parmi les malades.*

La santé, vous le savez par votre fonction et par votre famille, est un **droit**. Mais le **droit à la santé** coûte encore trop cher pour être équitablement réparti et la *Couverture Sanitaire*, hélas, est loin d'être universelle.

Nous souhaitons que l'âpreté au gain, le goût du lucre et la duperie sur les médicaments n'altèrent pas davantage la santé des populations les plus meurtries.

Je voudrais, en terminant, remercier tous les membres du Conseil d'administration pour leur soutien permanent, depuis *l'Appel de Cotonou*, dans la poursuite de ce combat.

Je voudrais aussi remercier un jeune docteur en pharmacie de 23 ans et de Rouen<sup>2</sup>, chargé de mission à la Fondation, pour le travail remarquable qu'il y effectue. Bel exemple de cette jeunesse de France, studieuse, compétente et solidaire, porteuse d'un message d'espérance et de partage. Si les propos de l'octo-nonagénaire que je suis devenu ne vous ont pas convaincus, sachez que la relève est assurée.

---

<sup>2</sup> Quentin Duteil